

tenue sous la présidence de Madame TRIOLET, assisté(e)
de Madame FOULON et Monsieur BUISSON, Conseillers
En présence de Madame PORTES, Rapporteure publique
Madame SANTERRE, Greffière

11 heures 00

01)	DOSSIER N° 2401836	RAPPORTEURE: Madame ANNE TRIOLET
Titre de l'affaire M. Mohamed H. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-07-09H pris par le préfet des hautes-Pyrénées le 9 juillet 2024 portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours avec interdiction de retour pour une durée d'un an		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur H. Mohamed	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
02)	DOSSIER N° 2401553	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire M. Evgenii T. demande au tribunal d'annuler l'arrêté N° 2024-32-01 pris le 25.04.2024 par le préfet du Gers fixant le pays de renvoi		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur T. Evgenii	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS	
03)	DOSSIER N° 2401886	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire M. Eloge W. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-06-20-a pris par le préfet des Hautes-Pyrénées le 20 juin 2024 portant refus de séjour et obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur W. Eloge	Maître OUDIN Mathieu (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	

11 heures 00

04)	DOSSIER N° 2402510	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	M. B. demande au tribunal d'annuler l'arrêté du 1er juillet 2024 par lequel le préfet des Pyrénées-Atlantiques a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et a fixé le pays de destination.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Aboubacar	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
05)	DOSSIER N° 2401726	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	M. Wissem C. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n°2024-32-70 pris le 13 juin 2024 par le Préfet du Gers, portant refus de séjour obligation de quitter le territoire français avec délai de départ volontaire à 30 jours, fixe le pays de renvoi, et lui fait obligation de se présenter une fois par semaine au commissariat d'Auch	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur C. Wissem	Maître GONTIER Pierre (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS	
		Arrêté le 08/12/2025
		Le président du tribunal